

La politique européenne de la Suisse va de l'avant: un signal positif pour les milieux économiques

Le Conseil fédéral souhaite accélérer les négociations avec l'UE. Pour les milieux économiques, c'est un pas important dans la bonne direction. Un accès sûr au marché de l'UE, le principal marché d'exportation des entreprises suisses, est indispensable.

Au terme de discussions intenses, le Conseil fédéral a arrêté les prochaines étapes de la politique européenne de la Suisse. Il souhaite accélérer les négociations en vue d'un accord-cadre avec l'UE, qui ne doit concerner que cinq accords, à savoir ceux sur la libre circulation des personnes, le trafic aérien, les transports terrestres, les produits agricoles et les obstacles techniques au commerce. Les milieux économiques saluent cette décision. L'accès au marché communautaire – le principal partenaire commercial de la Suisse – est crucial. La qualité du résultat des négociations passe avant la conclusion rapide d'un accord. La décision du Conseil fédéral de négocier, en parallèle, un accord-cadre et des accords d'accès au marché est également une bonne nouvelle.

Une procédure arbitrale indépendante est judicieuse

Pour le mécanisme de règlement des différends avec l'UE, le Conseil fédéral souhaite négocier une solution arbitrale indépendante. Aux yeux d'economiesuisse, les discussions vont dans la bonne direction. D'éventuelles mesures de compensation devront être proportionnées.

Un accord sur l'électricité pour instaurer la sécurité d'approvisionnement

Le Conseil fédéral souhaite accélérer la conclusion d'un accord sur l'électricité. L'accès au marché européen de l'électricité permettra à la Suisse de garantir sa sécurité d'approvisionnement internationale. Il est dans l'intérêt de l'UE et de la Suisse d'éviter un isolement de notre pays et des goulets d'étranglement sur les lignes centrales du réseau de transit du marché électrique européen. Enfin, la participation, à compter de 2021, au 9^e programme-cadre de recherche, qui succède au programme Horizon 2020, revêt une grande importance.

La reconnaissance de l'équivalence dans le domaine bancaire est urgente

La reconnaissance réciproque de l'équivalence pour la réglementation des marchés financiers est urgente aux yeux d'économistes suisses. Afin que les prestataires de services financiers obtiennent un accès aux marchés de l'UE et de l'EEE dépourvu de discrimination, la Suisse doit disposer d'une réglementation comparable et équivalente à celle de l'UE sur les principaux points des domaines concernés.